



### Table-ronde

## « Betteraves 2030 : comment accélérer l'innovation ? »

Compte-rendu des échanges

Animée par **Pascal BERTHELOT**

#### Les intervenants :

- **Alexis HACHE**      **Président de la Commission Environnement de la CGB**
- **Ariane VOYATAKIS** **Responsable agroalimentaire BPI**
- **Alain THIBAUT**    **Président Agriodor**
- **Yves BELEGAUD**   **Directeur Général d'EXEL Industries**

#### Echanges lors de la table-ronde

PARTICIPANTS	QUESTIONS / OBSERVATIONS / PRISES DE PAROLE
<b>Pascal BERTHELOT</b>	<p>Comment trouver des solutions face aux risques sanitaires et climatiques ?</p> <p>Comment s'organiser ? Stimuler la recherche ? Trouver le financement ?</p> <p>Quels sont les défis techniques urgents auxquels font face les betteraviers aujourd'hui ?</p>
<b>Alexis HACHE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Deux types de problèmes se présentent à nous : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>A moyen terme, le réchauffement climatique</b> et les accidents climatiques comme les sécheresses et le gel, qui a impacté fortement nos surfaces betteravières</li> <li>○ <b>A court terme, on a le problème de la jaunisse</b> qui a impacté très fortement nos fermes, qui nous a fait perdre sur la filière 750 millions d'euros l'année dernière. La volonté de l'opinion publique a fait que nous nous sommes retrouvés sans solution.</li> <li>○ <b>La cercosporiose</b>, une maladie du feuillage (un champignon) qui a pour conséquence une perte de rendement, jusqu'à 40% du rendement betteravier. Cela vient plutôt des zones est mais cela a tendance à se généraliser ces dernières années.</li> <li>○ <b>Le charançon</b>, plus sournois et moins connu. C'est un insecte qui nécrose la betterave et entraîne des pertes de rendement conséquentes jusqu'à 50 à 60%. On le retrouve au Sud de Paris et au Sud des Haut-de-rance. Sur un horizon 3 à 5 ans, toute la France sera concernée.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Alain THIBAUT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>60% des insectes se déplacent à partir de l'odorat. Notre métier est de fabriquer des odeurs pour manipuler le comportement de l'insecte.</b></li> <li>➤ Aujourd'hui on divise par trois le taux de graines bruchées.</li> <li>➤ Nous avons <b>deux programmes de recherche sur la betteraves : le PNRI mais également le charançon.</b></li> <li>➤ Une fois que l'on a mis au point l'odeur, on souhaiterait pulvériser ces odeurs sur les champs comme un produit de biocontrôle.</li> <li>➤ Bien sûr, il faut que ce projet ait <b>une réalité économique</b> acceptable.</li> <li>➤ On vit une révolution technologique qui en est à ses débuts pour l'agriculture.</li> </ul>

PARTICIPANTS	QUESTIONS / OBSERVATIONS / PRISES DE PAROLE
Yves BELEGAUD	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>La pulvérisation passe désormais par l'intelligence artificielle. Depuis deux ans, 25 chercheurs travaillent pour mettre au point une solution qui en filmant la parcelle à 25 km/h soit capable d'analyser et de décider d'ouvrir la buse au-dessus de la plante qu'il faut traiter. C'est une pulvérisation de haute précision ultra localisée qui permet l'optimisation de l'utilisation des produits et intrants.</b></li> <li>➤ Nous allons commercialiser ces solutions à partir de 2022.</li> <li>➤ <b>On réduit de 50% la quantité de produits phytosanitaires pulvérisés, et on s'inscrit ainsi dans les objectifs du Green Deal.</b></li> <li>➤ C'est aussi efficace qu'un traitement normal car on va chercher les plantes à traiter et on préserve la biodiversité du reste de la parcelle.</li> <li>➤ Cela fonctionne la nuit également.</li> <li>➤ Pour le moment, nous serons opérationnels en herbicides l'année prochaine et ensuite nous passerons à l'azote, puis aux fongicides et aux insecticides. On a un programme sur quatre ans qui doit nous permettre en 2026 d'être opérationnels.</li> </ul>
Ariane VOYATZAKIS	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>La BPI encourage l'innovation de rupture et nous finançons notamment les jeunes start-up issues de la recherche publique.</b></li> <li>➤ Agriodor est un excellent exemple issu de l'INRAE.</li> <li>➤ D'un autre côté on a aussi <b>une forte mission de soutien des projets collaboratifs, associant différentes compétences et échelles d'acteurs au sein de consortiums de recherche.</b></li> <li>➤ Sur le biocontrôle par exemple, nous avons financé Limagrain sur les maladies fongiques du blé.</li> <li>➤ <b>Dans le domaine de l'innovation numérique, les agriculteurs génèrent beaucoup de données qui ont de la valeur. On soutient le projet <a href="#">AGdatahub</a> en cherchant à créer de la valeur pour les agriculteurs.</b></li> <li>➤ Pour mettre en œuvre ce soutien opérationnellement, soit on entre au capital de certaines start-up soit on souscrit aux fonds privés. On a également été opérateurs du plan de relance suite à la crise Covid dans le secteur agroalimentaire. Tous ces projets ont visé à réindustrialiser la France.</li> </ul>
Alexis HACHE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>On est passés d'un marché protégé avec des marges garanties et confortables, à un secteur dérégulé depuis 2017.</b></li> <li>➤ Nous observons trois points : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Sur le plan économique, <b>le prix des betteraves s'est effondré.</b></li> <li>○ <b>La répartition de la valeur s'est déséquilibrée au profit de la deuxième valorisation.</b></li> <li>○ <b>Un arrêt complet de l'investissement dans les fermes,</b> par manque de visibilité et de certitudes.</li> </ul> </li> <li>➤ Le contexte économique et réglementaire doit nous pousser à investir et à trouver des solutions de rupture.</li> <li>➤ Avec la jaunisse, on a inventé un partenariat public-privé efficace.</li> </ul>
Yves BELEGAUD	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Colin CHABALLIER a monté une équipe de 30 chercheurs au sein d'une start-up interne à notre groupe EXEL Industries.</li> <li>➤ En tant qu'ETI, on a certains moyens, on est diversifiés et c'est notre métier de faire de la recherche. Mais <b>plutôt que donner à des entreprises comme les nôtres, c'est aux agriculteurs qu'il faut donner de l'argent pour financer l'acquisition de ces innovations.</b></li> <li>➤ Il faudra <b>adapter les solutions innovantes sur les matériels existants.</b></li> </ul>
Alexis HACHE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Totalement d'accord, si on n'arrive pas à vulgariser et diffuser l'innovation, cela ne sert à rien. Il y a <b>un besoin d'investissement dans les fermes.</b></li> </ul>
Ariane VOYATZAKIS	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le succès de l'opération FranceAgriMer pourrait être renouvelé. <b>J'ai bien entendu la demande de simplification. On a regroupé tous les appels à projets du programme Investissements d'Avenir et on va financer toute taille d'entreprise notamment tous les projets collaboratifs et pourquoi pas un projet sur la betterave.</b></li> </ul>
Alexis HACHE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ On ne peut pas se priver de produits phytosanitaires. Comment appliquer ces produits pour réduire leur impact négatif ? Comment s'appuyer sur la technologie pour optimiser et minimiser l'impact négatif de ces produits ?</li> </ul>

PARTICIPANTS	QUESTIONS / OBSERVATIONS / PRISES DE PAROLE
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Gardons les solutions et les molécules au catalogue et dans la boîte à outils des agriculteurs.</b></li> <li>➤ <b>La semence est la technologie qui nous a apporté le plus de solutions ces 10 dernières années.</b> La semence est un facteur de progression énorme <b>mais le cadre réglementaire des semenciers est très étroit.</b></li> <li>➤ Nos semenciers doivent avoir les mêmes moyens que leurs concurrents mondiaux pour faire de la recherche en Europe. <b>On attend un éclairage des réglementations européennes, sinon on risque la délocalisation des productions de semences.</b></li> </ul>
Alain THIBAUT	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Le PNRI est une bonne chose qui a permis de répondre à une situation de crise. Mais les structures sont très lourdes et les démarches longues (processus de sélection, de validation).</b></li> <li>➤ <b>L'idée est extraordinaire mas les processus ne sont pas fluides.</b></li> </ul>
Alexis HACHE	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Ces lourdeurs administratives sont inquiétantes car l'esprit du PNRI est une bonne idée. <b>Sur le charançon, cela serait une très bonne idée de faire la même chose compte-tenu de l'urgence.</b></li> </ul>

## Discours de clôture de Franck SANDER

- De belles perspectives pour notre agriculture, mais il nous faut du temps pour mettre cela en œuvre. Le monde agricole est prêt à changer.
- « *Après trois années de crise, de sécheresse, la fermeture de quatre sucreries et une année 2020 marquée par le drame de la jaunisse, le gel, le problème de phytotoxicité et malgré l'explosion du prix des engrais nous retrouvons un peu de sérénité. Ce mieux ne doit en rien masquer l'urgence qui habite notre culture, nos agriculteurs et notre filière.* »
- **La transmission des exploitations** est un sujet central pour la culture de la betterave. « *Sans l'arrivée des plus jeunes, comment maintenir un projet vivant ?* ». Avec Samuel VANDAELE, nous avons conduit une réflexion pour vendre la betterave aujourd'hui à un jeune agriculteur.
- Il faut **faire de la betterave l'incarnation du plan de relance** et se donner les moyens de l'innovation betteravière pour conforter notre souveraineté alimentaire, industrielle, énergétique et sanitaire.
- **Nous demandons une nouvelle dérogation pour pouvoir protéger nos betteraves en 2022 le temps que la recherche nous permette de trouver des solutions.** « *Monsieur le Ministre, avant tout, pas d'interdiction sans solution* ».
- **Notre prochaine urgence est de trouver des solutions de lutte contre le charançon.** Nous avons alerté notre administration et notre délégué interministériel. Il y a une véritable urgence à mettre en place un plan de recherche public-privé pour trouver des solutions.
- A nous de **construire des partenariats avec nos grandes entreprises sur l'enjeu du carbone.**
- **Le bioéthanol** offre un levier de réduction de nos émissions de CO<sub>2</sub>. Qu'attendent nos fabricants de voitures françaises pour produire des voitures flex fuel ?
- **Sur la question des prix et de la rémunération, la loi EGAlim2 dans laquelle la filière est aujourd'hui inscrite doit constituer un levier pour faire évoluer la situation et construire une contractualisation durable.** La CGB soutient les marchés à termes.
- La CGB a émis une réflexion de fonds avec des propositions réunies dans un livre blanc.

**Franck SANDER a remis le livre blanc au Ministre**

## Discours de Julien DENORMANDIE, ministre de l'Agriculture

- Ces 100 ans permettent de retracer l'histoire passée et de se demander comment tracer l'avenir.
- Sur l'année 2021 on pourrait écrire l'avenir en plusieurs tomes, le tome 1 a commencé avec la jaunisse de la betterave.
- **L'Etat s'est impliqué** dans le dossier Jaunisse car il y a une question de souveraineté. La culture française est aussi une culture betteravière. Et il y a une question de bon sens. C'est pour cela que nous avons travaillé pour réintroduire ces néonicotinoïdes avec des contreparties.
- La souveraineté sucrière française est impérieuse. « *Je le dis et le redit, la France s'oppose au Mercosur et a défendu cette position au niveau européen* ». **La France est en faveur des clauses miroirs.** L'une des priorités de la PFUE mises en avant par le Président de la République en ce moment même est les clauses miroirs.
- « *Il est important que chacun assume ses responsabilités. L'Etat l'a fait. Mais je voudrais vraiment souligner le rôle des parlementaires, notamment Grégory BESSON-MOREAU pour le travail mené ensemble. La filière aussi a assumé ses responsabilités.* »
- **Plus de 7800 planteurs ont été indemnisés au titre de la campagne 2020.**
- Nous venons de recevoir **une nouvelle demande de dérogation.** « *C'est avec la même détermination, la même raison et un regard scientifique que nous aborderons cette nouvelle demande de dérogation. Le Conseil de surveillance se réunit dans les tous prochains jours.* »
- Le troisième tome, comme si le contexte climatique et sanitaire n'était pas suffisant, cela a été les difficultés rencontrées suite à des produits défectueux dont les planteurs ont été victimes.
- « *Malgré ces trois tomes, l'année 2021 est pleine d'espoir. Nous avons sauvé la filière collégialement* ».
- « *Ce qui m'intéresse le plus aujourd'hui avec vous c'est le nouveau chapitre que nous devons écrire tous ensemble. L'avenir de la filière doit s'écrire ensemble, avec tous les acteurs de l'amont à l'aval. Je salue l'action du Délégué interministériel. Nous renouvelons votre mandat jusqu'en 2024 cher Henri HAVARD* ».
- **Nous devons trouver des alternatives aux néonicotinoïdes.** « *Je remercie le Président QUILLET pour l'action de l'ITB. C'est ensemble que nous arriverons à trouver les solutions.* » **Dans ce PNRI, nous avons quatre axes. Aucune solution à ce jour n'est pérenne, mais on a des pistes profondément intéressantes,** qui nécessiteront d'être confirmées et appropriées par les planteurs. « *Il ne nous reste que deux ans, c'est court. Mais l'Etat sera du premier au dernier jour à vos côtés pour trouver ces solutions.* »
- « *A la fin, cela ne doit pas être le financement de la recherche qui doit obérer nos capacités de recherche. Je prends l'engagement devant vous que nous ne lésinerons pas nos ambitions sur la recherche* ».
- Au-delà, la question de la rémunération, des prix et des marchés est importante. On a un énorme sujet prix et de répartition de la valeur au sein de la filière. « **Je suis sûr que la loi EGAlim 2 est une opportunité. Le statu quo n'est pas possible, il faut tenter un changement. Essayons, et on verra bien.** » Je serai intransigeant dans la mise en œuvre de cette loi avec une démultiplication des contrôles.
- **Sur l'assurance récolte, cela peut être une des réformes les plus structurantes en 2022.** Un projet de loi sera discuté au Parlement dès la mi-janvier. Je compte sur le Sénat et l'Assemblée pour se mettre d'accord. Avant la fin de cette mandature nous aurons figé par la loi les bases de cette nouvelle assurance récolte.

- Il y a un **momentum européen sur les questions agricoles** : sur la question de la réciprocité (level-playing field) et sur les importations (clauses miroirs). Le deuxième volet est la question du carbone, ce point est stratégique.
- **« Je prends un engagement : œuvrer pour créer l'offre de crédits carbone agricole française. »** Il faut que les industriels l'achètent. Un crédit carbone français agricole va coûter entre 30 et 40 euros et un crédit brésilien va coûter 8 euros.